



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE THIAIS
(Département du Val de Marne)

*Perimètre de
sauvegarde du
commerce*

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE OBLIGATOIRE PUBLIQUE DU 30 SEPTEMBRE 2008

Nombre de membres
composant le Conseil
Municipal 35
Présents à la séance 29

L'an deux mil huit, le trente septembre, à vingt et une heures,

Les membres composant le Conseil Municipal de la Commune de THIAIS, régulièrement convoqués le vingt-quatre septembre deux mil huit, conformément à l'article L. 2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances, Salle du Conseil Municipal de l'Hôtel de Ville (rue Maurepas), sous la présidence de Monsieur Richard DELL'AGNOLA, Maire.

M. le Président, après avoir ouvert la séance, a fait l'appel nominal.

ETAIENT PRESENTS : MM. DELL'AGNOLA - TRAN - Mme JOSSIC - MM. CAZAUBON - Mmes DURAND-DELOBEL - TORCHEUX - MM. BEUCHER - GRINDEL - Mme HAMADA - M. MARTINS - Mmes BARBIER - GERMAIN - M. LE GAD - M. DAILLOUX - Mmes DONA - TOULZA - MM. BOMPARD - MAXIMILIEN - BOUMOULA - CHARLEUX - Mmes DELL'AGNOLA - Mmes DELORME - VITRAC - RICHERT - SALHI - DEPLANCHE - Mme ARNOULT - MM. DURAND - TOLLERON - BOUTET.

ABSENTS EXCUSES : M. BELZUNCES (procuration à M. GRINDEL) - M. SEGURA (procuration à M. TRAN) - M. LARDE (procuration à M. BOMPARD) - Mme PICQ (procuration à M. TOLLERON)

ABSENTS EXCUSES : Mmes TEYTAUT - BITAN

Le Conseil a ensuite été invité à procéder à l'élection, pour la présente séance, d'un secrétaire pris dans son sein, conformément aux prescriptions de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Mme Guylaine TORCHEUX ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

Ces formalités étant remplies, les affaires à l'ordre du jour ont été successivement exposées et examinées ; l'une d'elles a donné lieu aux débats et au vote ci-après relatés

.../...

CERTIFICAT DE PUBLICITÉ

Le MAIRE de THIAIS, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage le 7 octobre 2008

LE MAIRE,

Richard DELL'AGNOLA

URBANISME

DELIMITATION DU PERIMETRE DE SAUVEGARDE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT
DE PROXIMITE SOUMIS AU DROIT DE PREEMPTION COMMERCIAL

Monsieur le Maire expose :

Pour lutter contre le risque d'appauvrissement sur le plan quantitatif et qualitatif de l'offre commerciale de proximité en centre-ville qui menace la vitalité commerciale et sociale de l'activité économique, le maintien de la diversité des commerces et de l'artisanat est fondamental.

L'analyse de la situation du commerce et de l'artisanat montre que l'appareil commercial de la ville tend à se fragiliser progressivement et à rendre problématique la survie de l'offre commerciale de proximité.

La maîtrise par la commune de l'affectation commerciale des locaux commerciaux, des fonds commerciaux et artisanaux permet d'intervenir en faveur de la préservation et du développement du commerce local.

A cet effet, la ville souhaite utiliser les possibilités offertes par la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 modifiée et dont les dispositions ont été intégrées dans l'article L. 2141 du Code de l'Urbanisme qui permettent aux communes d'intervenir sur les fonds de commerce qui jusque-là échappaient au droit de préemption urbain, puisque dans le domaine commercial, seuls les murs des commerces y étaient assujettis.

Afin d'instaurer un droit de préemption sur les fonds commerciaux, les fonds artisanaux et les baux commerciaux, la commune doit procéder à la délimitation d'un périmètre de sauvegarde à l'intérieur duquel elle exercera ce droit.

LE CONSEIL,

Où l'exposé de son Président,

21, Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 2122-22-

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L. 214-1 à 214-3,

145-60, Vu le Code de commerce, notamment ses articles L. 141-1 à L. 141-22 et L. 145-1 à L.

Vu la loi du 2 août 2005 et notamment son article 58,

Vu le décret n° 2007-1827 du 26 décembre 2007 relatif au droit de préemption sur les fonds de commerces, fonds artisanaux et baux commerciaux et notamment l'article R. 214-1,

Vu les avis consultatifs de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Val-de-Marne et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Val-de-Marne,

Vu l'avis de la Commission Urbanisme,

Vu le rapport portant sur l'analyse du tissu commercial de la Ville de Thiais,

Vu le plan annexé,

A L'UNANIMITE

DELIBERE :

ARTICLE 1 – Approuve l'institution d'un droit de préemption commercial sur les fonds commerciaux, les fonds artisanaux et les baux commerciaux au profit de la commune.

ARTICLE 2 – Décide de retenir comme périmètre d'exercice, conformément aux dispositions de l'article R 214-1 du code de l'urbanisme, les pôles commerciaux délimités comme suit :

Pôle 1 Centre-ville

Place du Marché – rue du Perreux - avenue Léon Marchand – avenue René Panhard (partie entre av. Léon Marchand et P. Vaillant-Couturier) – rue Robert Laporte – rue Chèvre d'Autreville – rue Manrepas (partie basse).

Pôle 2 ZAC Trou aux renards

Rue Jean Jaurès – avenue de la République – avenue Léon Marchand – rue Louis Duperrey – rue Claude Monet – rue Paul Cézanne

Pôle 3 Quartier des Grands Champs :

Rue du Général de Gaulle – rue des Quinze Arpents

Pôle 4 Pavé de Grignon

Avenue Maréchal de Lattre de Tassigny – rue des Tilleuls – rue de Lorraine – Pavé de

Grignon

Pôle 5 Porte du Levant

Avenue du 25 août 1944 – avenue René Panhard (entre av. V. Hugo et G. Halgout) – avenue de Versailles – avenue Georges Hagout

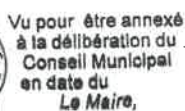
ARTICLE 3 – Dit que les mesures de publicité seront effectuées conformément aux articles R 211-20 à R 211-4 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Et les membres présents ont signé,
Suivent les signatures ./.

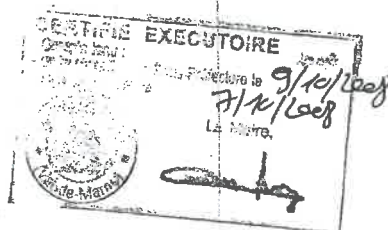
POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE



[Signature]



8/20/2007



A	B	C	D	E	F
---	---	---	---	---	---

